

Le budget—M. Deniger

disent nos amis, les députés progressistes conservateurs? Ils parlent de réduire le déficit pour une certaine clientèle, mais ils parlent aussi d'un budget de défense sensiblement accru; ils parlent de transferts de fonds supplémentaires aux provinces, et ils parlent également d'allègements fiscaux accrus pour les entreprises. Le député du Nouveau parti démocratique a encore fait plus tôt des précisions de ce genre relativement à des contradictions des députés de l'opposition qui disent, quand ils parlent aux gens de la foresterie, qu'il faut augmenter le budget dans le domaine de la foresterie; quand ils parlent aux gens des pêcheries, ils disent qu'il faut augmenter le budget des pêcheries; quand ils parlent aux gens du bien-être social, ils disent qu'il faut augmenter les prestations, et ils parlent aussi de réduire le déficit! Monsieur le Président, peut-être qu'enfin, ce débat sur le budget donnera l'occasion aux députés de l'opposition de dire précisément à la Chambre ce qu'ils entendent faire. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) nous ne l'a pas dit, tantôt, monsieur le Président. Il a donné un spectacle, un bon spectacle toutefois. Il est le meilleur showman qu'on ait jamais eu à la Chambre. Il nous fait rire du début à la fin! Mais ce n'est pas cela gouverner. Gouverner, monsieur le Président, c'est choisir d'aider les gens qui sont les plus démunis, ceux qui en ont le plus besoin, ceux qui viennent nous voir, nous, les députés de l'opposition et ceux du côté ministériel, à propos de problèmes véritables, de problèmes réels. C'est cela le budget, monsieur le Président, c'est un budget de reprise, d'élan, un budget qui rassure la population.

Les électeurs de la circonscription de La Prairie sont en grande partie propriétaires de maisons. Combien parmi eux sont venus me voir? Combien d'autres sont allés voir d'autres députés pour se plaindre des hypothèques qu'ils ne pouvaient pas payer d'avance parce que justement, ils étaient tellement pénalisés? Je parle des hypothèques qu'ils devaient endurer cinq ans, parce qu'ils les avaient renouvelées pour cinq ans à un taux tellement élevé.

Encore une fois, monsieur le Président, ces revendications, ces plaintes que les députés ont reçues, le ministre des Finances les a entendues. Il en a pris connaissance et il a agi. Je pense que l'industrie immobilière qui est créatrice de beaucoup d'emplois répondra positivement à cette générosité gouvernementale pour permettre non seulement de rassurer le détenteur d'une hypothèque, mais aussi de permettre à beaucoup de jeunes qui n'ont pas de maison d'acquiescer justement cette première maison qu'ils désirent.

Monsieur le Président, il y a tellement à dire sur ce budget. Et je sais que mon temps de parole est écoulé. Je voudrais simplement dire aux gens de la circonscription de La Prairie qui ont souvent pris la peine de répondre aux sondages que je leur envoie, qu'ils ont aujourd'hui la preuve sans équivoque que leurs revendications, leurs demandes, leurs désirs ne sont pas tombés dans les oreilles de sourds. Le ministre des Finances nous a présenté un budget humain, un budget pour le petit monde, pour monsieur tout le monde, pour les gens ordinaires,

les gens qui nous élisent, nous, les députés, tant ceux de l'Opposition que ceux de ce côté-ci.

Monsieur le Président, je donne le message suivant à mes collègues de l'Opposition qui auront à voter dans quelques jours sur ce budget: Allez-vous voter pour l'avenir en endossant ce budget ou avouerez-vous enfin que la générosité a un parti, et que ce parti n'est sûrement pas le Parti progressiste conservateur?

Le président suppléant (M. Herbert): Une période de 10 minutes est allouée aux questions et réponses et aux observations.

[Traduction]

M. Taylor: Monsieur le Président, si le député a besoin de quelques minutes de plus, nous n'y voyons pas d'objection. Cependant, s'il a terminé, j'aurais une ou deux questions à lui poser.

● (1250)

Monsieur le Président, j'ai aimé le discours du député, surtout lorsqu'il a dit qu'il fallait aider ceux qui en ont le plus besoin. Je partage ce point de vue. Bien entendu, il y a des limites à ce qu'un gouvernement peut faire. Mais je m'étonne qu'il n'ait pas comblé une lacune énorme dans nos programmes sociaux. Nous avons des propositions pour les personnes âgées, nous allons améliorer le sort des retraités qui vivent seuls et dans la misère et nous sommes venus en aide à certains conjoints. Mais les femmes qui ont perdu leur mari avant que la modification n'entre en vigueur ne bénéficient d'aucune retraite et doivent attendre d'avoir 65 ans. Il y a un énorme vide à combler, en particulier en ce qui concerne les femmes de 50 à 65 ans ou, encore, entre 55 et 65 ou même 60 et 65 ans. Un très grand nombre de ces femmes n'ont aucun revenu. Certaines ont consacré leur vie à soigner un parent âgé, un frère infirme ou à aider les autres. Elles ont épargné au gouvernement des sommes fabuleuses parce qu'elles ont accepté de rester au foyer. Elles ne font pas partie du Régime des pensions du Canada. Les femmes ont du mal à se trouver du travail lorsqu'elles ont atteint 50 ou 55 ans. Bon nombre d'entre elles ont élevé une famille et, maintenant, elles doivent s'en remettre au bien-être social. Il n'y a pas de honte, pour ma part, à vivre des prestations du bien-être social, mais bien des gens ne considèrent pas cela comme une pension. Ils s'imaginent qu'ils n'ont pas droit à cet argent.

Le député ne pense-t-il pas qu'il y a un vide à combler en ce domaine? Je me demande pourquoi le gouvernement n'a pas cru bon de commencer à s'occuper de ces femmes afin de leur redonner un peu de dignité dans leur vieillesse.

[Français]

M. Deniger: Monsieur le Président, j'ai bien apprécié les remarques de mon collègue d'en face. Je serais même prêt à dire que pour la première fois depuis que je le connais, depuis que je l'écoute à la Chambre, il a parlé aujourd'hui comme un libéral, non pas comme un conservateur.